

Print

Pillage économique de la Grèce : Un partisan du oui fait la morale au peuple grec

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, août 11, 2015

Source: [Le blog de Bruno Adrie](#)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/pillage-economique-de-la-grece-un-partisan-du-oui-fait-la-morale-au-peuple-grec/5468487>

Dans son article intitulé « [Pourquoi l'Allemagne ne paiera pas... malgré les suppliques de Dominique Strauss Kahn](#) » (*La Tribune*, 27 juillet 2015), Romain Perez, professeur à Science Po et coordinateur du pôle économie du think tank Terra Nova, prend le parti du couple Merkel-Schäuble et de l'Allemagne dans l'affaire grecque. Evoquant tout d'abord les critiques les plus communes, celle de Joshka Fischer, « l'Allemagne aurait bien changé », celle de Frédéric Lordon, « prisonnière d'un récit trompeur sur l'union monétaire », celle de Romaric Godin, « elle chercherait à imposer une certaine vision ordo-libérale de la politique économique », manifestement trouvées dans une déclaration récente de Dominique Strauss-Kahn, il prend, sans apporter aucun argument, le contre-pied de « cette mise en accusation de nos riches cousins » et considère que ce n'est pas parce que l'Allemagne s'est vu remettre ses dettes (accord de Londres de 1953) qu'elle devrait faire un cadeau à la Grèce en 2015. Son article se résume en trois affirmations lapidaires :

Première affirmation de M. Perez : « les gouvernements du sud ont compromis l'avenir de l'euro » contrairement à l'Allemagne qui, de son côté, a su entreprendre « des réformes courageuses pour maintenir les équilibres économiques et financiers ».

Cette référence au maintien des « équilibres économiques et financiers » renvoie en fait à « une certaine vision ordolibérale de la politique économique », car l'*Ordnungspolitik* consiste précisément à « [subordonner] l'action gouvernementale à la stricte observance d'un ordre » dans lequel « les politiques peuvent agir comme ils l'entendent pourvu qu'ils ne sortent pas du cadre ». Walter Eucken, le fondateur de cette doctrine pensait qu'« une bonne constitution monétaire [devait] éviter l'inflation [et] fonctionner de manière aussi automatique que possible » et que le « primat de la politique monétaire » exigeait de soustraire cette dernière « aux pressions politiques et populaires » (Denord, Knaebel, Rimbart). Le souci de M. Pérez de maintenir les équilibres économiques et financiers est la preuve de son adhésion à la doctrine ordolibérale et aux limitations qu'elle exige en matière de démocratie.

D'autre part, lorsqu'il parle de « réformes courageuses », M. Perez fait montre d'un manque de précision scientifique. Comment en effet, des réformes pourraient-elles être courageuses? Les sciences économiques, qui se veulent sciences, ne peuvent décemment employer de telles tournures stylistiques pour expliquer des phénomènes ou décrire des événements. Les sciences doivent s'appuyer sur des concepts bien identifiés et s'exprimer à l'aide d'un vocabulaire approprié. Ceci dit, nous avons néanmoins parfaitement compris ce qu'a voulu dire M. Perez en utilisant cette hypallage. Nous avons compris que, dans son esprit, est courageux l'élue intrépide qui ne tient pas ses promesses et fait voter des lois contraires aux intérêts des gogos qui l'ont porté au pouvoir par un vote obtenu au prix du mensonge. On peut dire par exemple que Tsipras et Hollande sont des hommes courageux, au sens *pérezien* du terme.

En réalité le courage politique n'est pas tel que défini par M. Perez. Il ne consiste pas à devenir un laquais de l'oligarchie et à faire passer, en échange de quelques prébendes ou d'un siège dans un conseil d'administration, des lois qui ruinent les nations. Être courageux politiquement signifie, au contraire, tenir tête à l'oligarchie et faire passer des lois qui entament ses privilèges et visent à une redistribution équitable des gains du travail et de la productivité. Un certain nombre de chefs d'Etat ont été courageux, Lumumba, Sukarno, Allende, Roldós, Torrijos, Sankara et j'en passe car la liste est longue de ces hommes qui, à cause précisément de leur courage, ont été assassinés ou renversés par des oligarchies jalouses de leurs privilèges ou par des puissances ennemies du droit des peuples à l'autodétermination. Les leaders courageux sont ceux qui bouleversent les structures de l'injustice et de l'inégalité, pas ceux qui s'aplatissent devant les classes accapareuses qui ruinent les peuples pour augmenter leurs profits.

Deuxième affirmation de M. Perez : « obliger l'Allemagne à assumer le renflouement grec (...) c'est renverser l'ordre des responsabilités, et réveiller ainsi un sentiment d'injustice outre-Rhin, dangereux pour l'Europe. »

Parlons, tout d'abord, de ce « sentiment d'injustice outre-Rhin, dangereux pour l'Europe. » Faute de précision fournie par M. Perez, on peut se demander à quel danger il fait référence. Craint-il qu'un Wolfgang Schäuble ne débarque casqué à la tête d'une colonne de blindés dans les rues de Paris ? Si ce scénario improbable venait tout de même à se produire, M. Schäuble, devenu roi de France, pourrait alors soumettre le pays à toutes les réformes jugées nécessaires, « pour maintenir les équilibres économiques et financiers ». Je ne vois pas en quoi un tel tournant économique ne satisferait pas l'ordolibéral M. Perez.

Mais pour revenir à l'essentiel et aux choses sérieuses, l'idée d'un « [renversement de] l'ordre des responsabilités » fait directement suite à la première affirmation qui voulait que « les Etats du sud [aient] compromis l'avenir de l'euro. » Elle laisse entendre que, non contents d'avoir été incompétents face aux exigences de la monnaie commune, les Etats du sud ont en plus la lâcheté de ne pas accepter de reconnaître leur culpabilité et de reporter la responsabilité de leur malversation sur l'Allemagne. Puisque la question de la responsabilité est ici abordée, profitons-en pour la pousser jusqu'au bout. M. Perez croit-il que les Grecs sont responsables des taux extravagants imposés par les banques à leur pays depuis les années 80 ? M. Perez croit-il que les Grecs sont responsables des cadeaux fiscaux offerts à leur oligarchie à partir de l'entrée dans la zone euro en 2001 ? M. Perez sait-il que l'économiste Michel Husson a montré que la dette grecque de 2009 aurait dû être de 40% et non de 100% de son PIB comte-tenu de ces deux facteurs ? (Adrie) M. Perez croit-il que les Grecs sont responsables de l'attitude des banques grecques, françaises et allemandes qui, craignant un défaut, ont fait déclencher les plans de sauvetage ? M. Perez croit-il que les Grecs sont responsables des politiques contre-productives dès lors imposées par la Troïka et qui ont conduit à une chute de 25% du PIB de leur pays ? M. Perez croit-il que les Grecs sont responsables du processus de pillage appelé « privatisations » qui consiste à brader les biens nationaux au profit de capitalistes sans vergogne et ce à travers un organisme miné par la corruption ? (Okeanews) M. Perez croit-il que ces privatisations, qui ont rapporté un peu plus de 5 milliards d'euros en cinq ans, pourront contribuer à effacer une dette de plus de 300 milliards ? Enfin, M. Perez croit-il que les Grecs, après avoir été frappés par tout ce malheur, méritent, par-dessus le marché, de subir les jugements hâtifs d'un professeur de morale aux idées courtes et plantées de travers ? M. Perez, qui sait tout, saura sans doute répondre à

toutes ces questions par la récitation de passages recopiés dans les *Fondements de la politique économiques* de Walter Eucken (1952).

La troisième et dernière affirmation de M. Perez est la suivante : « Nous ne donnerons pas un avenir à la zone euro en institutionnalisant le principe de mendicité pour le compte des économies ne parvenant pas à tenir leurs engagements ». Le principe de mendicité donc... Comme l'a expliqué Romaric Godin dans une interview accordée à Pascale Fourier, « il faut changer de cap au sein de la zone euro, [et] si on veut conserver l'euro, il faut imposer à l'Allemagne des transferts financiers pour que l'on reconnaisse tout simplement que la zone euro est une région économique avec des diversités. La France est diverse et, si vous habitez à Paris, une partie de vos impôts vont dans le Limousin. C'est la vie ! Ça ne vous fait peut-être pas plaisir, mais vous n'allez pas pour cela demander l'exclusion du Limousin de la France. C'est comme ça. » C'est la vie, M. Perez, c'est comme ça que fonctionne un Etat qui se veut fédéral et qui doit donner des chances de développement à toutes les parties de son territoire. Transfert d'argent n'est pas mendicité. En interprétant les choses avec un si mauvais esprit, M. Perez montre qu'il est ennemi d'un projet fédéral européen. Je ne sais pas si le cousin Schäuble aura lu le papier du cousin Perez mais, s'il l'a fait, je devine qu'un sourire de satisfaction n'aura pas manqué de chasser l'amertume qui lui tire habituellement les commissures et aura décripé son froncement de sourcils, immortalisé depuis quelques mois par photographes du monde entier.

Nous pouvons donc conclure, après examen de ces trois points, que M. Perez ignore les causes de la crise grecque, ne connaît pas l'identité de ses vrais responsables, et offusque l'intelligence du lecteur par son adhésion inconditionnelle à l'*Ordnungspolitik*, ce libéralisme à l'allemande qui favorise les « haves », et impose aux « have nots » une politique austéritaire par la mise en veilleuse du processus démocratique.

C'est alors que dans notre esprit surgissent des questions. Que veut vraiment M. Perez ? Veut-il être bien vu de ses « riches cousins » ? A-t-il reçu d'eux la mission d'écrire en leur faveur à une époque où la contestation bat son plein et où ils se sentent montrés du doigt et discrédités ? A-t-il écrit par orgueil, pour pouvoir se lire dans les colonnes d'un journal réputé pour son sérieux ? Ou par désœuvrement, dans l'épaisseur estivale des heures aplaties par les canicules ?

Pour Pierre Rimbart, la croyance en l'*Ordnungspolitik* a « son église, ses prélats, ses cardinaux [et] ses inquisiteurs, désormais installés à la tête des grandes rédactions françaises », [des] inquisiteurs pour qui « critiquer le « modèle allemand », ou signaler ses à-côtés, [relève] de l'hérésie ». M. Perez, pour le moment simple diacre, a peut-être tout simplement l'ambition de gravir l'échelle dorée de cette nouvelle hiérarchie ecclésiastique.

Bruno Adrie

Références :

Joshka Fischer, « [The Return of the Ugly German](#) », Huffington Post, 24 juillet 2015

Frédéric Lordon, « [De la domination allemande \(ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas\)](#) », *La pompe à phynance*, 18 juin 2013

[Interview de Romaric Godin](#) par Pascale Fourier, Blog : *J'ai dû louper un épisode*, 14 avril 2014

Romaric Godin, « [Grèce : y a-t-il un vrai désaccord entre Paris et Berlin ?](#) », *La Tribune*, 3 août 2015

François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, « [L'ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2015

Pierre Rimbart, « [Le 'modèle allemand' ou comment s'obstiner dans l'erreur](#) », *Carnets du Monde diplomatique*, 5 mai 2013

Bruno Adrie, « [La Grèce, sa dette, Schäuble et les Crassus d'aujourd'hui](#) », *brunoadrie.wordpress.com*, 23 juillet 2015

« [Détournement de fonds : poursuite pénale contre les membres de l'ancienne administration du TAIPED](#) », <http://www.oceanews.fr>, 22 juillet 2015

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © [Bruno Adrie](#), [Le blog de Bruno Adrie](#), 2015